

Numéro 75 - 31 mai 2016

Le Canada élargit sa mission de guerre au Moyen-Orient **De nouveaux détails sur la mission du** **Canada en Irak**



Le Canada élargit sa mission de guerre au Moyen-Orient

- De nouveaux détails sur la mission du Canada en Irak
- L'ingérence du ministre des Affaires étrangères au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
- Le Canada se joint au Groupe international de soutien à la Syrie
- La formation de l'opposition syrienne au nom de l'habilitation des femmes
- La «diplomatie directe» pour fomenter un changement de régime en Syrie

Le Canada élargit sa mission de guerre au Moyen-Orient

De nouveaux détails sur la mission du **Canada en Irak**

Le Canada va tripler la taille de sa soi-disant mission de formation, de conseil et d'aide dans le cadre de sa « mission élargie » pour combattre l'EI, appelée opération IMPACT.

Le 19 mai, le gouvernement a annoncé que cela comprendra trois hélicoptères CH-146 Griffon, un « centre du renseignement de toutes sources » et des formateurs supplémentaires à l'opération IMPACT.

On dit que les trois hélicoptères CH-146 Griffon verront à « améliorer le transport tactique en théâtre, incluant les évacuations médicales au besoin. Les Griffon et leur équipage excellent dans le transport tactique de soldats et de matériel. Diverses armes d'autodéfense sont installées sur les appareils en prévision de leur déploiement. »

Parmi les armes dites d'autodéfense qui peuvent être installées sur les hélicoptères Griffon, il y a un canon Gatling qui peut tirer 3 000 coups à la minute. Ils ne sont pas très différents des hélicoptères militaires américains qui ont servi au Vietnam pour ramasser les soldats et qui portaient des mitrailleuses pouvant tirer indistinctement dans toutes les directions.



Le « centre du renseignement de toutes sources » est une plateforme d'opérations dont l'utilisation a été établie par l'armée canadienne au cours de sa mission en Afghanistan. On dit que son objectif est de centraliser les informations pour les utiliser dans une variété d'opérations. Selon le gouvernement, les renseignements recueillis seront utilisés pour « guider la planification opérationnelle et, ultimement, pour contribuer à la protection des forces de la coalition et à l'exécution de ses opérations ».

Comment « le centre du renseignement de toutes sources » du Canada va fonctionner dans le cadre du commandement que les forces armées américaines exercent sur l'ensemble de la mission est quelque chose de préoccupant alors que de plus en plus d'effectifs des forces armées canadiennes sont placés sous commandement américain par le biais de ces « coalitions des volontaires » dans le cadre de la coalition mondiale contre l'EI.

Centre du renseignement de toutes sources

Des extraits de « La méthode 'de toutes sources', une nouvelle façon de travailler -- L'évolution du renseignement dans les opérations militaires modernes », par le major L. H. Rémillard, Revue militaire canadienne, automne 2007.

Le Canada a récemment mis au point un concept appelé le « centre du renseignement de toutes sources » (CRTS). Le CRTS diffère de l'ORFI [Opération de renseignement de la force interarmées] en ce qu'elle a été déployée à un niveau relativement moins élevé que sa contrepartie américaine. Depuis 2003, les CRTS canadiens ont connu beaucoup de succès dans le soutien à l'échelle nationale aux groupes de travail, aux groupes de combat, aux groupes de compagnies et aux groupes d'études des opérations spéciales. Comme l'ORFI, le CRTS est vraiment une organisation mixte qui a la capacité de soutenir tous les services et les composantes des opérations de déploiement. Les forces armées britanniques ont aussi réévalué la façon dont elles fournissent le soutien en renseignement à leurs forces déployées. Elles ont développé un modèle appelé le Groupe de soutien du renseignement opérationnel (OISG). Ce modèle est censé être actuellement employé en Afghanistan et en Irak. Les Britanniques ont compté pendant longtemps sur des

organisations du renseignement plus petites avec un soutien en analyse de type « lien arrière » provenant d'organisations nationales basées au Royaume-Uni. L'OISG du Royaume-Uni est très similaire au modèle actuel du CRTS canadien, comme l'a noté le lieutenant-général (à la retraite) Ridgeway, qui est l'ancien chef britannique du renseignement (CDI), au cours d'une visite en Afghanistan en 2005.

Même si les modèles du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada ont quelques différences mineures en ce qui a trait à leur application, ils se basent tous sur les mêmes concepts généraux :

- Le recours à un nombre suffisant de spécialistes qualifiés du renseignement pour mener l'analyse requise pour évaluer les menaces complexes et idiosyncrasiques ;
- La création de solides relations et d'accords de partage avec d'autres agences alliées du renseignement de toutes sources en vue de développer un portrait commun du renseignement ;
- La fourniture de personnel de la division du renseignement-compagnie-échange de personnel ayant des responsabilités de commandement, en plus des responsabilités plus traditionnelles du personnel J2/S2/A2/G2/N2 ;
- La capacité d'entreprendre le renseignement, la surveillance, la reconnaissance et les capacités d'acquisition des cibles du commandement ;
- L'utilisation des nouvelles technologies pour le transfert de données, l'exploration de données, l'analyse et la représentation graphique de l'ennemi/la menace ;
- La présence de spécialistes multidisciplinaires du renseignement déployés aux premières lignes dans le soutien direct aux troupes ;
- L'existence d'équipes de crises virtuelles de retour dans les capitales des pays ayant la capacité de fournir jour et nuit un soutien aux troupes déployées ;
- L'intégration du personnel non-militaire issu d'autres ministères et d'agences gouvernementales, ce qui permet d'adopter une approche synergétique aux problèmes du renseignement ; et
- La capacité à déployer des services de renseignement capables de travailler au plus haut niveau de sécurité possible.



L'ingérence du ministre des Affaires étrangères au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion et Omar Alghabra, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires), se sont rendus en Tunisie, en Arabie saoudite et en Égypte du 21 au 25 mai pour rencontrer des représentants de ces gouvernements et pour participer au Dialogue stratégique entre le Canada et le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le CCG est une union régionale politique et économique intergouvernementale qui comprend le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Tous ces pays, à l'exception d'Oman, sont engagés dans le bombardement et d'autres types d'agression en Syrie dans le cadre de la coalition menée par les États-Unis.

On a dit que le but de la réunion du CCG était de tenir « une vaste discussion sur un éventail de questions régionales, y compris les conflits en cours en Syrie, en Irak et au Yémen, et les efforts conjoints visant à lutter contre l'expansion du terrorisme, tout en établissant une voie pour d'autres progrès sur le partage de l'aide humanitaire, politique et de commerce et d'investissement objectifs ».



Selon Dion, les rencontres devaient être un suivi de tout ce qui a été discuté entre les membres du Groupe international de soutien à la Syrie. « À la suite des discussions du Groupe international de soutien à la Syrie tenues plus tôt cette semaine à Vienne, je me pencherai, avec mes homologues, sur les questions cruciales liées à la stabilité, à la sécurité, aux droits de la personne et aux perspectives de paix dans l'ensemble de la région », a déclaré Dion.

Les discussions visaient clairement la région du Moyen-Orient, du Golfe persique et de l'Afrique du Nord, pas seulement la Syrie. Elles indiquent aussi l'ingérence du CCG dans les affaires internes d'autres pays.

Le gouvernement canadien, en présentant les raisons de la visite de Dion dans différents pays, a brossé un tableau intéressé et criminel de l'état de choses qui ignore complètement le rôle que joue le Canada dans l'aide à la déstabilisation de la région et son ingérence dans les affaires des nations souveraines. Cela inclut sa participation au renversement du gouvernement de la Libye et ses efforts en cours pour effectuer un changement de régime en Syrie.

Le communiqué du gouvernement indique :

« Depuis la révolution de jasmin en 2011, la Tunisie est le seul pays du Printemps arabe qui demeure résolument engagé sur la voie de la démocratie. Le Canada appuie fermement le modèle pluraliste et démocratique de la Tunisie et il lui offre un appui en matière de renforcement de ses capacités antiterroristes pour l'aider à contrer les menaces terroristes croissantes tout comme celles à la sécurité régionale.

« Depuis la chute du régime Kadhafi en 2011, la situation en Libye demeure fluctuante. La communauté internationale offre maintenant une aide au nouveau gouvernement d'unité nationale afin de mettre un terme aux luttes internes, de rétablir la santé économique, de combattre l'EIIL et d'endiguer le flot de migrants effectuant la traversée périlleuse de la Méditerranée.

« Le Canada, par le truchement du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes d'Affaires mondiales Canada, aide l'Égypte à renforcer la protection de ses actifs afin d'éviter les conflits d'intérêts, ainsi que les efforts que déploie le pays pour améliorer ses lois et ses capacités à restreindre le mouvement de combattants terroristes étrangers. »

Le 21 mai, Dion a rencontré le premier ministre Habib Essid et le ministre des Affaires étrangères Khemaies Jhinaoui en Tunisie. Il y a annoncé un investissement initial de 4 millions \$ sur les trois prochaines années dans un « partenariat de sécurité » avec la Tunisie pour l'aider dans sa lutte contre le terrorisme.

Il y a aussi rencontré le vice-premier ministre du gouvernement d'unité nationale de la Libye,

Fathi Mijbari, et l'a assuré de « l'appui solide au peuple de la Libye et à son gouvernement d'unité ». Il a aussi rencontré le représentant spécial et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye Martin Kobler « afin de discuter de la grave situation en Libye et des efforts déployés par la communauté internationale, dont les Nations unies, pour aider le nouveau gouvernement ».

Le 23 mai, à Djeddah en Arabie saoudite, Dion a participé à la réunion des ministres des Affaires étrangères du Canada et du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La réunion a été suivie « d'une discussion bilatérale avec les homologues du ministre Dion de la région du Golfe, y compris de l'Arabie saoudite, ainsi que d'entretiens avec d'autres hauts représentants du gouvernement et des membres de la société civile ».

À la conclusion des rencontres en Tunisie et en Arabie saoudite, une déclaration commune a été signée par le Canada et le CCG. Plusieurs reportages des médias y font référence mais la déclaration n'a pas été publiée par le gouvernement canadien. On peut en trouver un sommaire sur le site Web du ministère des Affaires étrangères du Royaume de Bahreïn.

Selon le gouvernement de Bahreïn, les ministres ont discuté entre autres choses de « la relation commerciale actuelle entre le Canada et le CCG et de la possibilité de développer encore plus ces liens. Ils ont convenu du plan d'action conjoint CCG-Canada (2016-2020), qui établit un cadre pour officialiser le dialogue stratégique entre le Canada et le CCG. Le plan d'action conjoint porte sur la coopération dans les domaines d'intérêt mutuel, notamment la politique et la sécurité, le commerce et l'investissement, l'énergie, l'éducation et la santé. »

Le rapport révèle qu'un des buts du dialogue Canada-Conseil de coopération du Golfe (CCG) était d'isoler l'Iran et de le blâmer pour des choses que le Canada et les membres du CCG font eux-mêmes dans la région dans le cadre de la coalition menée par les États-Unis. Il indique que les ministres « ont exprimé leur vive inquiétude au sujet du soutien accordé par l'Iran au terrorisme et à ses activités déstabilisatrices dans la région, y compris celles du Hezbollah. Ils ont insisté sur le besoin de respecter les principes de bon voisinage, de non-ingérence dans les affaires intérieures et de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et de rejeter le recours à la force ou la menace du recours à la force et de résoudre les différends par des moyens pacifiques ».

Plusieurs déclarations attribuées à Dion et ses homologues du CCG dans la déclaration conjointe reprennent presque mot pour mot le texte d'un communiqué conjoint émis par les États-Unis et le CCG le 16 avril lors de leur Dialogue stratégique à Riyad en Arabie saoudite. On peut le consulter sur le site Web de la Maison-Blanche.

Afin de créer l'impression que le Canada met de l'avant une position équilibrée quand il fournit du matériel militaire au gouvernement d'Arabie saoudite, un communiqué de presse du



gouvernement indique : « Les droits de la personne seront au coeur des discussions qu'aura le ministre Dion tout au long de sa visite dans la région, alors qu'il insistera sur le fait que l'essentielle stabilité régionale de même que la sécurité mondiale à laquelle tous les pays aspirent doivent aller de pair avec les progrès en matière de protection et de promotion des droits de la personne. »

Dion a utilisé Twitter pour afficher des photos de lui-même « en train de discuter de droits humains » avec des représentants de l'Arabie saoudite et d'autres pays. Sous une des photos, il a gazouillé qu'il a « encouragé » le président de la Commission des droits de la personne de l'Arabie saoudite « à augmenter la capacité de protéger/promouvoir les droits de la personne en Arabie saoudite ». Sur sa page Facebook, Affaires mondiales Canada a affiché ce qui suit sous une photo de Dion posant avec un groupe de femmes saoudiennes : « Le ministre des Affaires étrangères du Canada, Stéphane Dion, a eu un échange fructueux sur l'évolution de la situation des femmes en Arabie Saoudite avec des femmes saoudiennes éminentes du milieu des affaires, des médias et de la société civile. Les discussions ont porté sur l'importance des droits des femmes et l'égalité entre les sexes, deux valeurs canadiennes clés comme l'a indiqué le ministre Dion. »

Dion a terminé son voyage en Égypte en rencontrant le président Abdel Fattah al-Sisi ainsi que le ministre des Affaires étrangères Sameh Choukri et d'autres hauts représentants au Caire le 25 mai. Selon le gouvernement, les parties devaient parler de sécurité économique et des développements politiques en Égypte et dans la région et discuter des enquêtes sur l'écrasement du vol MS804 d'EgyptAir dans lequel ont péri 66 personnes, dont deux Canadiens. Rien n'a été dit sur la cause de l'écrasement.

Affaires mondiales Canada a affirmé dans un message Facebook du 25 mai que Dion « a terminé aujourd'hui un séjour fructueux en Afrique du Nord et dans la région du Golfe, où il a rencontré des dirigeants, des ministres et la société civile locale pour discuter des préoccupations urgentes, notamment la sécurité régionale et internationale, la stabilité dans une région de moins en moins stable et le respect des droits de la personne.

« Le ministre a souligné que les efforts canadiens visant à contribuer à la sécurité régionale sont cruciaux pour lutter contre l'extrémisme et répondre aux besoins des personnes touchées par les conflits. Le ministre Dion a fait preuve de franchise dans ses échanges avec ses homologues de la région au sujet de l'importance du pluralisme et du respect des droits de la personne afin de trouver une solution aux conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. »

Seul un membre du gouvernement libéral ou du gouvernement Harper qui l'a précédé pourrait expliquer comment la vente de presque 900 véhicules blindés au gouvernement de l'Arabie saoudite est compatible avec cet objectif.



Le Canada se joint au Groupe international de soutien à la Syrie

Le 17 mai, le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, a annoncé que le Canada acceptait l'invitation du Groupe international de soutien à la Syrie (GISS) et qu'il participerait aux réunions de Vienne, en Autriche, les 17 et 18 mai. Le GISS est coparrainé par les États-Unis et la Russie.

Selon un communiqué du gouvernement : « L'invitation à se joindre au GISS constitue un signe

clair que le Canada contribue activement à la lutte contre le soi-disant État islamique en Irak et au levant (EIIL) et à l'instauration de la paix et de la stabilité en Irak et en Syrie. Son engagement et sa détermination inébranlable portent leurs fruits. Grâce à sa participation au GISS, le Canada sera mieux outillé pour aider à restaurer la paix, à fournir des secours humanitaires et à protéger les Canadiens. »

On peut lire dans un communiqué de presse du gouvernement un exemple du soi-disant soutien du Canada et du rôle néfaste qu'il joue en tentant d'imposer au peuple syrien un dénouement qui convient au Canada : « Le Canada appuie les efforts de paix des Nations unies depuis le début de la crise syrienne, et il l'a démontré encore récemment en offrant une assistance technique et de la formation à l'équipe de négociateurs de la délégation de l'opposition syrienne ayant participé aux pourparlers à Genève, en Suisse. » Le gouvernement a déjà fait mention de soutien technique et de conseils offerts à la délégation de l'opposition autoproclamée et il ajoute maintenant le volet formation. On ne dit rien du type de formation dont il s'agit et on ne dit pas pourquoi elle est offerte spécifiquement à ce groupe qui participe aux pourparlers de paix.

« Notre présence à la table nous permet de mieux appuyer nos valeureux militaires et civils qui jouent un rôle important afin de permettre aux Irakiens et aux Syriens de vivre au quotidien dans la paix », poursuit le communiqué. Il est clair que le gouvernement canadien n'a pas abandonné son objectif de changement de régime en Syrie et le rôle du Canada au Moyen-Orient devient de plus en plus suspect.



La formation de l'opposition syrienne au nom de l'habilitation des femmes

Ce qui suit est un échange qui a eu lieu le 16 mars au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Il démontre jusqu'à quel point le Canada s'ingère dans les affaires intérieures de la Syrie.

Dans sa réplique aux questions au sujet de la mise en oeuvre du Plan d'action visant à mettre en oeuvre les résolutions sur les femmes adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies, Paix et sécurité en Syrie, Tamara Guttman, directrice générale du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction au nom d'Affaires mondiales Canada a dit que la participation des femmes aux négociations était une préoccupation des Nations unies. Elle a parlé spécifiquement de la résolution 1325 du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité le 31 octobre 2000. Selon le site web de l'ONU consacré au maintien de la paix, la résolution 1325 appelle les partis en conflit à prévenir toute violation des droits des femmes, à appuyer la participation des femmes aux négociations de paix et à la reconstruction d'après-conflit et à protéger les femmes et les filles de la violence sexuelle et sexiste lors d'un conflit armé.



« On peut aussi parler de l'appui du Canada à la diplomatie officielle avant le processus de paix en Syrie », a-t-elle dit. « Une représentante de l'opposition officielle en Syrie a insisté sur l'inclusion du texte de la résolution 1325 dans les déclarations pendant la préparation du processus de paix et de transition politique en Syrie. Cela a été accepté grâce aux efforts du Canada. »

On ne voit pas clairement si Guttman parle ici de l'opposition officielle élue par l'assemblée législative syrienne ou de l'opposition proclamée officielle par les grandes puissances. Si cette résolution provient des représentants élus du peuple syrien, pourquoi les « efforts » exercés par le Canada ont-ils été décisifs ? D'autres exemples de l'ingérence du Canada dans les affaires du peuple syrien par le biais de son appui à l'opposition autoproclamée sont donnés dans cette réponse du gouvernement à des questions soulevées au Sénat[1] :

« Le Canada est fermement convaincu qu'une paix durable n'est réellement possible que si les femmes participent pleinement à la résolution et à la transformation du conflit. En tant que seul pays à avoir nommé une femme comme représentante auprès de l'opposition syrienne, le Canada jouit de la crédibilité nécessaire pour engager un dialogue avec ses interlocuteurs syriens sur la question des femmes. Le Canada met à profit cette crédibilité pour plaider constamment en faveur d'un rôle important des femmes dans le rétablissement de la paix en Syrie. De même, il a demandé instamment à ce que les femmes jouent un rôle décisionnel dans l'équipe de négociation de l'opposition. Des progrès ont été accomplis à cet égard : 20 % des membres de l'équipe sont des femmes.

« Le Canada a financé les réunions de la deuxième voie qui ont précédé la mise en place du processus de rétablissement de la paix. Pendant les débats, la représentante canadienne auprès de l'opposition syrienne a proposé et réclamé l'inclusion des dispositions de la résolution 1325 dans les documents officiels du processus de rétablissement de la paix et de transition politique en Syrie. Par la suite, le libellé intégral a été adopté par de nombreux acteurs de l'opposition syrienne, y compris les factions salafistes islamiques armées, les Frères musulmans, des chefs tribaux, ainsi que des groupes de femmes et de la société civile.



« En préparation du processus visant à rétablir la paix conduit par l'ONU, le GTSR a contribué à une initiative de conseillers experts féminins pour aider le Haut comité des négociations (HCN) de l'opposition syrienne. L'initiative visait également à favoriser la participation des femmes dans le processus de rétablissement de la paix en fournissant une formation et des conseils d'experts aux trois femmes de la délégation de négociation et aux membres du Comité consultatif de la femme du HCN.

« De plus, en marge des débats tenus à Genève au début du mois, le représentant permanent du Canada auprès de l'ONU à Genève et la représentante canadienne auprès de l'opposition syrienne ont rencontré les membres du Comité consultatif des femmes de l'opposition afin de leur donner la capacité d'action et l'influence nécessaires pour jouer un rôle dans les milieux

de l'opposition. Le Canada a exercé avec succès des pressions pour officialiser son statut d'organe

consultatif auprès du HCN de l'opposition. Il s'est aussi efforcé d'offrir au Comité consultatif des femmes l'occasion d'exprimer ses préoccupations, notamment la réclamation de la libération des femmes et des enfants détenus par le régime d'Assad. Le Comité a formulé cette réclamation dans un communiqué public et aussi directement auprès de l'envoyé spécial de l'ONU, M. Staffan de Mistura. Aux fins de publication et au nom de l'opposition syrienne, le Canada a remis au médiateur de l'ONU une liste de femmes détenues.

« Le Canada continuera de préconiser l'adoption de la résolution 1325 dans le processus de rétablissement de la paix. Pour ce faire, il doit établir des relations de confiance, prendre part aux efforts diplomatiques durables et sensibiliser un grand nombre d'acteurs de l'opposition. »

Le gouvernement a aussi dit ceci :

« Dans le cadre de différents programmes, le Canada veille aussi à ce que les femmes puissent participer à toutes les étapes des processus de règlement des conflits. Nous offrons aux femmes une formation de renforcement des compétences pour les aider à jouer un rôle actif dans les processus de médiation et de résolution des conflits. Par exemple, en Géorgie, le Canada a donné de la formation à de jeunes femmes sur le leadership, la participation démocratique et la problématique hommes-femmes. En Somalie, il a financé un projet visant à favoriser la réconciliation politique au moyen du renforcement de l'engagement et de la participation civique des femmes dans la transition vers la démocratie et la bonne gouvernance. Enfin, il a financé d'autres projets similaires dont l'objectif est de donner aux femmes plus de pouvoir dans les divers processus des missions de paix et de consolidation de la paix, par exemple en Birmanie, au Sri Lanka, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Guinée-Bissau, en Colombie et au Népal. »

Note

1. *Hansard*, le 18 février 2016



La «diplomatie directe» pour fomentier un changement de régime en Syrie

Depuis mars 2014, Robin Wetlaufer est la représentante spéciale du Canada auprès de l'opposition syrienne basée en Turquie. *Trek*, une publication des anciens étudiants de l'Université de la Colombie-Britannique, décrit Wetlaufer comme quelqu'un qui « représente la prochaine génération d'agents du service extérieur et le nouveau type de diplomatie qui se concentre sur de nouveaux partenaires et de nouvelles approches. Wetlaufer a dit que son travail 'se concentre sur les gens à la base [où] le progrès est souvent lent et à long terme', ajoutant que son travail consiste notamment à 'rassembler les groupes rebelles, promouvoir la coopération et la négociation, parler à l'opposition, aux jeunes, aux chefs religieux, et trouver des moyens de renforcer la voix de la démocratie et de la modération'. »

À propos de son travail actuel avec l'opposition syrienne, Wetlaufer a dit à *Trek* que « nous tissons des liens de plusieurs façons différentes avec l'opposition, avec l'ensemble des partis opposés au régime Assad, y compris par le biais des médias sociaux. Notre objectif est d'élargir nos réseaux, de comprendre les différentes dynamiques, d'amplifier les voix de la démocratie, de promouvoir le respect des minorités et des droits humains en général et d'aider à préparer le terrain pour une nouvelle Syrie lorsque viendra le temps de passer de ce qui est une terrible

catastrophe humaine à la reconstruction. Peut-être que nous ne sommes pas capables de changer la situation sur le terrain, mais en rencontrant et en travaillant avec des personnes extraordinaires qui croient en un avenir meilleur, nous pouvons aider à mobiliser ces énergies et aider les gens à faire les bons choix pour leur pays. »

Peut-on penser à un meilleur exemple du rôle néfaste que joue le Canada en Syrie, en utilisant ses « diplomates » pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre pays en travaillant avec les forces du changement de régime pour les aider à atteindre leur objectif ?

Notes

1. Pour plus d'information sur la « diplomatie directe » du Canada , lire le *LML* du 21 janvier 2015

2. Qui est Robin Wettlaufer, représentante spéciale du Canada auprès de l'opposition syrienne ?

Wettlaufer a passé sa carrière dans les zones de rivalités où les grandes puissances ont cherché à attiser la division dans le cadre de leurs efforts pour imposer leur volonté au nom de divers principes humanitaires. On notera en particulier son rôle de chargée de dossier pour l'Irak l'année même de l'invasion américaine de ce pays (2003), puis de son rôle comme spécialiste politique auprès de l'Autorité palestinienne et de l'OLP pendant la période des élections nationales palestiniennes durant lesquelles une liste de candidats représentant la résistance dirigée par le Hamas a été élue et le Canada sous le premier ministre Harper a été le premier pays au monde à ne pas reconnaître les résultats.

Après avoir obtenu en 1994 un baccalauréat international du collège Pearson-United World College of the Pacific, Wettlaufer a étudié à l'université de la Colombie-Britannique où elle a obtenu en 1998 un baccalauréat en relations internationales. En 2000, elle a obtenu de l'Université York une maîtrise en sciences politiques/études en sécurité.

Les postes qu'elle a occupés avant d'être nommée représentante spéciale auprès de l'opposition syrienne (tous avec le ministère des Affaires étrangères, sauf indication contraire) comprennent :

- directrice adjointe (Nord), au groupe de travail pour le Soudan/le Soudan du Sud (2011 à 2013) ;
- conseillère principale (Darfour), Groupe de travail sur le Soudan (2010 à 2011) ;
- directrice, promotion et dialogue auprès du haut-commissariat canadien au Pakistan (2008 à 2010) ;
- spécialiste politique - bureau de représentation du Canada auprès de l'Autorité palestinienne et de l'OLP (2005 à 2008) ;
- chargée de dossier (Irak), section du Moyen-Orient (2003 à 2004) ;
- conseillère politique auprès du G8 (Afghanistan, Cachemire, RSS [*réforme du secteur de la sécurité -note du LML*], prévention des conflits), Groupe de la planification des politiques (2002)
- chargée de dossier sur la sécurité régionale et maintien de la paix (2000 à 2001) ;
- adjointe à la recherche (Projet sur l'éthique autour de l'intervention humanitaire) - Centre York sur les études internationales et la sécurité (1999 à 2000) ; - chargée de dossier, section du Japon (1998 à 1999).

